

RÉUNION DES CONSEILS MIXTES

Le 15 février 2022

Compte rendu des décisions v.3

Point	Sujet/Discussion	Décision/Mesure
	Reconnaissance des terres par l'ISAC et mot de bienvenue de Tracy Wood, coprésidente du Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP), au nom des coprésidents des conseils mixtes (CM), suivis des présences.	
1.	<p><u>QUESTIONS ADMINISTRATIVES</u></p> <p>A) Approbation du procès-verbal de la réunion des conseils mixtes du 26 octobre 2021. Procès-verbal de la réunion des conseils mixtes du 26 octobre 2021, approuvé sans modification.</p> <p>B) Acceptation de l'ordre du jour de la réunion des conseils mixtes du 15 février 2022. Approbation de l'ordre du jour de la réunion des conseils mixtes du 15 février 2022. Aucun commentaire ni aucune question n'est soulevé.</p>	<p><u>Décision n° 1 :</u> Procès-verbal de la réunion des conseils mixtes du 26 octobre 2021, approuvé sans modifications.</p> <p><u>Décision n° 2 :</u> Ordre du jour de la réunion des conseils mixtes du 15 février, approuvé sans modifications.</p>
2	<p><u>GROUPE DE TRAVAIL RENSEIGNEMENTS AXÉS SUR LES DONNÉES</u> (voir les onglets 2A et 2B)</p> <p>Michael Taylor, Kelly Fuessel et Andrew Satterthwaite, GT Renseignements axés sur les données (RAD), présente une proposition sur les activités futures du groupe fondées sur les recommandations du rapport (<i>Rapport : Insights into Public's Acceptance of Government Use of Data</i>) ainsi que le plan de travail provisoire aux fins de commentaires ou d'approbation</p> <p>Après avoir obtenu des commentaires et l'approbation des conseils mixtes sur les activités proposées, le Groupe de travail RAD s'emploiera à terminer le plan de travail et à élaborer un cahier des charges pour chaque domaine de travail. Le groupe rendra compte aux conseils de l'étendue des travaux pour chaque activité ainsi que du financement nécessaire.</p>	<p><u>Mesure de suivi 1A :</u> Les coprésidents du Groupe de travail RAD doivent communiquer avec le coprésident du Groupe de travail sur le gouvernement ouvert du Canada pour discuter des travaux futurs liés aux recommandations B, D et G. Le Groupe de travail sur le gouvernement ouvert a la possibilité d'apporter son soutien au GT RAD pour faire avancer ces travaux.</p>

Discussion des membres

- Tracy Wood, coprésidente du CDPISP, Î.-P.-É., encourage les coprésidents du Groupe de travail RAD à explorer les analyses juridictionnelles effectuées par l'ISAC pour appuyer certains des travaux liés à la recommandation H. Elle pose des questions sur leur observation concernant l'hésitation à utiliser des données sur la santé.

Michael Taylor, coprésident du GT RAD répond que c'était lié au partage des données en général; ils miseront sur une observation plus globale, pas seulement sur les données de santé. C'est une question d'information et de protection de la vie privée.

- Mark Burns, Yukon, indique que l'objectif serait de donner aux membres les outils pour retourner auprès de leurs administrations et afin qu'ils puissent utiliser et appliquer cette recherche. En ce qui concerne l'utilisation des données publiques, où tracez-vous la ligne entre la prestation d'un service et l'accès aux données sans que le gouvernement soit perçu comme « Big Brother »? Quelqu'un doit évaluer les attentes des citoyens et être proactif en utilisant les données dont disposent les gouvernements, sans pour autant susciter la méfiance et aller trop loin. Comment évaluez-vous si nous sommes bien positionnés? Comment déterminez-vous la façon dont cette position peut changer, et à quel moment? Comme cadre, faut-il tenir compte des changements dans les attentes futures des citoyens?

Michael Taylor répond que l'intention était de cerner les irritants législatifs communs, pour appliquer la même politique partout; cependant, il ne sera pas possible d'arriver à la création d'un plan législatif pour le pays entier. L'objectif est d'avoir une compréhension commune de ce que sont ces obstacles législatifs à l'échelle du pays et de la possibilité de s'attaquer à ces obstacles.

Kelly Fuessel, coprésident du GT RAD, indique également que ces renseignements aideraient les administrations à cerner les problèmes communs pour lesquels elles pourraient s'appuyer mutuellement, en ce qui concerne les activités des administrations et en tirer parti dans un but commun. En créant une liste d'irritants possibles, il pourrait aussi être pertinent de déterminer ce qui pourrait contribuer à corriger ces irritants, une fois qu'ils auront été définis. Le facteur qui suscite un sentiment de méfiance se trouve dans l'IA, à l'étape de l'analyse; il s'agit de comprendre quelles sont les tendances relatives aux préférences en matière de prestation de services, et ce, à une plus grande échelle lorsqu'il s'agit de la fonction publique. Nous pouvons mieux comprendre quels sont ces obstacles dans toutes les administrations et saisir plus précisément comment les surmonter pour améliorer la prestation de services.

- Tracy Wood a recommandé que l'examen des défis communs comprenne une interprétation législative de ce qui existe. Sur le plan de la législation, la problématique concerne ce qui peut et ne peut être fait, en raison de l'interprétation historique de la législation.
- Sonya Read, du SCT, a indiqué qu'en ce qui concerne le facteur de méfiance, ils doivent être très précis quant à la raison pour laquelle ils partagent les données. Il s'agit d'obtenir les résultats pour lesquels ils veulent utiliser les données et d'être transparent sur l'utilisation des données. Le cadre législatif est complexe, et ils ont besoin des cas d'utilisation pour définir dans quel contexte le changement est nécessaire. Elle recommande au GT RAD de s'associer à d'autres groupes des conseils qui travaillent sur ce sujet et peuvent aider à définir la portée du travail. Il y a eu des conversations initiales avec le GT sur le gouvernement ouvert du Canada, mais il est possible de rechercher ces initiatives plus larges comme un ensemble de travaux qui appartiennent à ce groupe plutôt qu'au GT RAD. Il est important d'être très précis quant au type de données et aux circonstances dans lesquelles ces données sont partagées.

Mesure de suivi 1B :

Le GT RAD s'adressera à d'autres groupes des conseils pour voir comment ils peuvent contribuer à faire avancer les travaux sur les autres recommandations du rapport (B, C, D et E).

Mesure de suivi 1C :

Le GT RAD modifiera le plan de travail en fonction des recommandations des membres. Les coprésidents du GT RAD présenteront le plan de travail final lors d'une prochaine réunion.

Mesure de suivi 1D :

Le GT RAD travaillera à l'établissement de l'étendue des travaux pour chaque domaine d'activité, conformément au plan de travail proposé. Le GT RAD fera rapport aux conseils sur la portée des travaux et la demande de financement pour que ce travail se fasse lors d'une prochaine réunion.

Décision n° 3 :

L'orientation du GT RAD concernant les activités futures (plan de travail) a été approuvée avec les modifications nécessaires fondées sur la discussion des membres.

- Melanie Robert, coprésidente du GT sur le gouvernement ouvert du Canada, fait référence aux recommandations orphelines (*les autres recommandations du rapport pour lesquelles le groupe n'a pas encore défini d'activité*). Le Gouvernement ouvert consiste à promouvoir la transparence afin d'instaurer et de rétablir la confiance. De façon générale, cette tâche n'est pas facile, mais elle doit faire partie de leurs mandats. Elle mentionne la *recommandation B* comme un domaine dont son groupe pourrait bénéficier. Elle propose de tenir un dialogue ouvert avec des personnes aux opinions diverses, des personnes issues de différents groupes démographiques, en plus d'entreprendre des recherches sur l'opinion publique. *Recommandation D* : l'une des principales mesures prises au fédéral a consisté à clarifier la sensibilité à cet égard et à ne pas promouvoir des données ouvertes qui ne sont pas vraiment comprises dans le cadre de la souveraineté des données. *Recommandation G* : éduquer les fonctionnaires sur les renseignements qu'ils peuvent et ne peuvent pas partager. Il est très important de comprendre ce qui doit être affiché. Elle discutera de ces recommandations avec les membres du Groupe de travail sur le gouvernement ouvert afin de déterminer s'il est possible que ces recommandations soient prises en compte dans leur plan de travail. Elle en fera rapport aux coprésidents du GT RAD.
- Kelly Fuessel encourage les autres groupes de travail à reprendre les recommandations du rapport et à faire avancer ce travail.
- Catherine Bennett, coprésidente du Conseil de la prestation des services du secteur public (CPSSP), fait remarquer que ce travail est très précieux et ambitieux en raison de la complexité de l'environnement législatif à tous les ordres de gouvernements. Elle fait valoir qu'il est important d'examiner les modèles de leadership et l'art du possible quant à ce que les gens ont fait dans des organisations complexes similaires des administrations. Quelqu'un a-t-il trouvé la solution? Pouvons-nous examiner cela et mettre en place des modèles permettant de surmonter ce genre de complexité? L'idée de faire connaître les pratiques exemplaires ou les différentes approches serait utile.
- Michael Taylor répond que les administrations seraient interrogées sur leurs difficultés ainsi que sur leurs réalisations. Il est facile d'élargir la question pour inclure les deux côtés.
- Linda Maljan, T.-N.-O., demande si l'on s'attend à ce que les membres des conseils effectuent le suivi continu des opinions des Canadiens sur les données dans leur administration, ou si c'est quelque chose que le Groupe de travail a l'intention de faire au nom des membres des conseils.
- Kelly Fuessel répond que son intention est de diriger avec les types de questions tout au long du processus de sondage.
- Michael Taylor encourage les administrations à suivre la recommandation B; cela serait utile pour les pratiques exemplaires en matière de populations marginalisées.
- Tracy Wood pose des questions sur les consultations publiques, les attitudes et les valeurs et sur la façon dont cela recoupe la recherche de Citoyens en tête de l'ISAC.
- Paul Holness, EDSC/Service Canada, propose de tenir compte de l'évolution des changements liés à la législation sur la protection de la vie privée au niveau des administrations. C'est un domaine qu'ils connaissent tous, et les administrations respectent fermement leur législation.

Le plan de travail du GT Renseignements axés sur les données a été approuvé par les membres des conseils, avec une modification visant à inclure la collecte des pratiques exemplaires dans le cadre des examens entre les administrations.

Les coprésidents du GR RAD ont convenu que les recommandations orphelines pourraient être servies par d'autres groupes de travail des conseils et communiqueront avec ces groupes pour en discuter davantage.

Prochaines étapes

- Le GT Renseignements axés sur les données finalisera le plan de travail en fonction des commentaires des membres.
- Le GT Renseignements axés sur les données établira l'étendue des travaux pour chaque activité.
- Le GT Renseignements axés sur les données demandera aux membres d'approuver la portée des travaux et le financement requis.

Tracy Wood remercie les coprésidents et les membres du GT Renseignements axés sur les données pour leur travail.

Recommandations du rapport sommaire de l'acceptation par le public de l'utilisation des données par le gouvernement

#	Recommandation	Complexity	Effort
Theme 1: Understanding levels of public trust			
A	Engage with the public across Canada to better understand their levels of acceptance of government data use		
B	Encourage governments to establish formal monitoring of Canadians' levels of public acceptance of data use and sharing		
Theme 2: Strengthening the relationship between government and the public			
C	Support government to promote transparency to build / regain trust		
D	Encourage governments to allow citizens to opt into a "tell us once" approach, where data may be shared with other government departments for a set of agreed uses		
E	Advocate for the prioritization of Indigenous Data Sovereignty by government organizations		
Theme 3: Improving internal government operations			
F	Encourage governments to establish centralized Data Authorities		
G	Educate public servants on what information they can and cannot share (secondary usage) and the requirements for consent, according to privacy legislation in their jurisdiction		
H	Encourage and support F/P/T/M legislative reform to enable the secondary uses of data not currently allowed		

3

HORIZONS DE POLITIQUES CANADA : PROSPECTIVE SUR LA REPRISE APRÈS LA COVID-19 (Voir l'ONGLET 3)

UNCLASSIFIED / NON CLASSIFIÉ

Simon Robertson, gestionnaire de la prospective sociale, Horizons de politiques Canada, donne une présentation à propos de la prospective sur la reprise après la COVID-19, afin d'appuyer la réflexion prospective et d'éclairer la prise de décisions. Horizons de politiques Canada utilise la prospective pour aider le gouvernement du Canada à élaborer des politiques et des programmes axés sur l'avenir, qui sont solides et résilients face aux changements perturbateurs, en analysant le nouveau paysage politique, les défis à venir et les possibilités qui s'ouvrent; en engageant des conversations avec les fonctionnaires et les citoyens au sujet de la recherche prospective afin d'éclairer leur compréhension et leur prise de décisions; et en renforçant les connaissances et les capacités en matière de prospective dans toute la fonction publique.

Horizons de politiques a réalisé les recherches suivantes :

Qu'est-ce que la convergence bionumérique	La prochaine économie numérique
L'avenir du travail	L'avenir de la valeur
Explorer les futurs sociaux	L'avenir de la création de sens
Parcours de vie	Incidences à long terme de la pandémie de la COVID-19

Les incidences suivantes ont émergé de leurs recherches et de leurs interactions avec les ministères fédéraux :

- Augmentation de la demande de services publics
- Création d'une nouvelle base de référence pour la numérisation
- Demande de renforcement de la résilience systémique
- La prise de décisions en situation d'urgence
- Perturbations accélérées dans l'économie

Discussion des membres

- Catherine Bennett, coprésidente du CPSSP, EDSC/Service Canada demande à Simon s'il a des conseils à donner aux conseils sur les pratiques exemplaires relatives à une expérience de service intégrée pour les citoyens et sur ce sur quoi il faut miser à l'avenir pour contribuer à la résilience de la prestation de services au sein des divers gouvernements du Canada. Quelles sont les tendances?

Simon Robertson répond que l'on a vu beaucoup de volonté de sortir des sentiers battus pendant la pandémie, que l'on aurait pu voir auparavant. Il y a un désir et des possibilités d'essayer de nouvelles choses qui, avant la pandémie, étaient hors de portée ou n'étaient pas possibles en matière de coopération et de coordination avec les différents ordres de gouvernements. Il y avait beaucoup d'inquiétudes concernant la vie privée et l'engagement individuel des personnes accédant à leur système de soins de santé par l'intermédiaire de divers fournisseurs de services. Pendant la pandémie, il a été possible de réformer notre façon de faire et de s'organiser rapidement de différentes manières. Un exemple est la rapide réforme de la télésanté. Les attentes des citoyens en matière d'accès aux services gouvernementaux ont également évolué très rapidement dans cette nouvelle réalité, ce qui a créé une occasion de collaboration, en particulier de collaboration interjuridictionnelle. L'accent a également été mis sur la numérisation et son évolution. La pandémie de la COVID-19 a donné l'occasion d'engager les gens dans des conversations que l'on croyait jusqu'alors fermées.

- Catherine Bennett recommande à Horizons de politiques Canada d'envisager de collaborer avec les conseils à l'avenir, par exemple, dans le cadre d'ateliers sur des sujets clés pour aider à appuyer les priorités/programmes

Mesure de suivi 2 :

Le secrétariat de l'ISAC consultera les coprésidents des CM sur un sujet/thème spécifique en vue d'un atelier ou d'une activité potentielle dirigée par Horizons de politiques Canada. L'ISAC coordonnera l'engagement et la participation futurs avec Horizons de politiques Canada.

	<p>futurs des conseils. Il serait ainsi possible de se pencher sur la prospection pour se préparer aux avenir possibles et appuyer la résilience dans la prestation de services.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dan Batista, directeur principal de l'ISAC, indique que l'ISAC aimerait travailler avec Horizons de politiques Canada. L'organisation mise sur la mesure de l'expérience des citoyens avec les services du secteur public. L'enquête Citoyen en tête rend compte de ce qui se passe à cet égard. L'ISAC assurera le suivi avec Simon pour une collaboration potentielle, par exemple dans le cadre d'ateliers. • Simon Robertson accueille positivement la possibilité de poursuivre la collaboration avec l'ISAC et les conseils. <p>Catherine Bennett remercie Simon Robertson pour sa contribution à la réunion.</p>	
4	<p>IDENTITÉ NUMÉRIQUE (Voir l'ONGLET 4)</p> <p>Peter Watkins, directeur du programme pancanadien d'identité numérique, fait état des progrès réalisés dans le cadre de la priorité qu'est l'identité numérique.</p> <p>Objectifs de la réunion :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Dresser le profil de l'état des activités de planification et de mise en œuvre dans l'ensemble des administrations. 2. Formuler des recommandations sur la façon dont les membres du Conseil peuvent accélérer la mise en œuvre de du cadre de confiance/identité numérique pancanadien. 3. Obtenir des directives sur la possibilité de parrainer l'élaboration d'un récit commun pour le cadre de confiance/identité numérique pancanadien. <p>En tant que leaders de la fonction publique, les conseils peuvent contribuer à faire progresser le cadre de confiance/identité numérique pancanadien :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Agir en tant que champions des activités de collaboration déjà en cours. 2. S'unir et s'engager dans les sujets et domaines prioritaires que abordés (politique, expérience utilisateur, conception de programmes, systèmes...). 3. Investir dans la mise en place de ses propres équipes de prestation numérique agiles. 4. Créer l'« infrastructure » nécessaire pour que le codéveloppement et la collaboration entre plusieurs administrations deviennent faciles et routiniers. 5. Exercer un contrôle sur le comportement des fournisseurs à l'échelle des services. 6. Se mobiliser et aider votre membre du Conseil mixte (CM) – Experts des administrations en matière d'identité numérique (EAIN). <p>Discussion des membres</p> <ul style="list-style-type: none"> • Paul Wagner, coprésident du CDPISP, félicite Peter Watkins et le groupe EAIN pour les grands progrès réalisés en matière d'identité numérique. • Mark Burns, coprésident du CPSFP, recommande que le développement d'un récit commun prenne en compte les différents publics dans cet espace. Il n'est pas idéal d'utiliser un récit universel; il faut plutôt une communication adaptée à des publics différents. Il suggère de définir les publics auxquels l'histoire de l'identité numérique doit être racontée et de cerner les points qui rejoignent ces types de public. Les membres sélectionneront l'histoire ou les histoires qui rejoignent chaque public dans chaque administration. Le récit commun est une ressource précieuse et nécessaire. 	<p>Mesure de suivi 3A :</p> <p>Paul Wagner, au nom du BDPI du SCT, offre de fournir une ressource de communication afin d'appuyer le travail dirigé par Peter Watkins sur l'élaboration d'un récit commun pour le contre de confiance numérique/identité numérique pancanadien. Peter Watkins (et les EAIN) communiquera avec le BDPI du SCT pour discuter de l'offre de soutien d'une ressource en communication (possibilité de détachement).</p> <p>Mesure de suivi 3B :</p> <p>Peter Watkins fournira une mise à jour régulière aux conseils mixtes sur l'avancement de tous les travaux liés à l'identité numérique, y compris l'élaboration d'un récit commun.</p>

- Michael Goit, SCT, propose de trouver des endroits où les stratégies ne sont pas totalement établies et de trouver un consensus, à partir du processus de consultation, pour affiner ces récits. Ils doivent trouver celle qui a le plus d'incidence sur le mandat ou trouver d'autres stratégies afin d'étudier des cas d'utilisation ou un récit, et déterminer quel serait le résultat de la collaboration.
- Alex Coleman, ON, recommande de mettre l'accent sur la valeur de l'identité numérique pour améliorer la vie des citoyens et des entreprises. Montrez tout cas d'utilisation avec les renseignements sur les diverses options pour refléter la valeur de l'identité numérique.
- CJ Ritchie, C.-B., souligne que le récit commun est important. La manière dont chaque administration peut adhérer à l'identité numérique peut être différente. Le récit commun doit se situer à un niveau plus élevé et décrire pourquoi l'identité numérique est importante pour que les citoyens participent à l'économie numérique ainsi que le rôle que joue l'identité numérique dans la protection de la vie privée et la sécurité des données. Le récit commun pourrait inclure la recherche. Après la pandémie, les gens sont passés à Internet et les cyberincidents sont très nombreux. L'identité numérique et la confiance numérique jouent un rôle important pour protéger au maximum les renseignements et la vie privée. C'est dans les données, les paramètres, la recherche et les messages de haut niveau sur la sécurité et la protection de la vie privée et sur la façon dont nous avons besoin que les citoyens puissent interagir, en toute sécurité, à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement. Elle renforcerait la confiance dans le gouvernement et le service aux citoyens à un moment où ils en ont besoin plus que jamais.
- Paul Wagner déclare que l'établissement de la confiance numérique par la mise en œuvre de l'identité numérique augmentera la confiance numérique, ce qui est la responsabilité du gouvernement. Du point de vue des gouvernements, ce sont les provinces, les territoires, les municipalités et le gouvernement fédéral qui mettent la barre très haut. Les petites et moyennes entreprises pourraient commencer à s'appuyer sur le cadre de confiance numérique.
- Rob Devries, ON, mentionne que les cas d'utilisation et une boîte à outils expliquant les avantages sont importants lorsqu'on discute de l'identité numérique avec les entreprises. Dans les 6 à 8 mois à venir, l'identité numérique sera remarquée dans tous les aspects des services que les citoyens consomment, dans différents formats, en interagissant de diverses manières. Actuellement, presque tous les fournisseurs en ligne introduisent une forme d'identité et de vérification en ligne. Notre travail consiste à créer un récit sur la manière de sécuriser et de protéger les gens, en leur donnant les outils nécessaires pour naviguer dans ces systèmes pour leur confort, leur sûreté, leur sécurité et leur confiance.
- Peter Watkins, directeur du programme pancanadien d'identité numérique, recommande de commencer à élaborer un récit de manière à ce que les membres puissent s'imaginer être en discussion avec les greffiers et secrétaires de cabinet FPT pour leur expliquer pourquoi ils doivent appuyer les efforts en matière d'identité numérique. Il a besoin de l'avis des conseils sur le récit commun, et mentionne qu'il devrait y en avoir un pour toutes les administrations. Il reste à savoir qui créerait le récit et qui parrainerait ce travail.
- CJ Ritchie, C.-B., déclare que le groupe du CM accueille le promoteur collectif du travail, puisque les membres ont signé la Déclaration sur l'identité numérique comme leur priorité. Il s'agit d'une évolution, et les membres doivent orienter la rédaction du récit commun qui comprend une partie à l'intention des greffiers et des secrétaires de cabinet. Il est dans leur intérêt d'augmenter le niveau de confiance des citoyens canadiens envers le gouvernement. Nous disposons du libellé de ce qui doit figurer dans le récit commun et nous trouverons les bonnes personnes (ressources) en matière de communication pour élaborer le récit commun.

- Bev Dicks, C.-B., mentionne que lors de l'élaboration du récit, il faut penser au problème que nous essayons de résoudre et miser sur les résultats pour les citoyens et les entreprises. Comment l'identité numérique s'inscrit-elle dans la chaîne de valeur de la fonction publique, la confiance dans le gouvernement? Elle se dit d'accord avec la nécessité d'élaborer un argumentaire court et significatif, quelques pages seulement, de ne pas miser sur les aspects techniques des solutions, mais plutôt sur ce que cela signifie pour les citoyens et comment cela contribue à améliorer les services et l'économie. La formule gagnante consiste à axer le récit sur les résultats.
- Paul Wagner déclare que chaque administration aurait un communiqué de presse sur l'identité numérique/la confiance numérique, utilisé à des fins médiatiques. Il recommande de tirer parti de ce que les administrations ont déjà mis au point en ce qui concerne leurs programmes d'identité numérique, car cela peut aider les ressources en communication à rédiger quelque chose pour le groupe. Le projet de texte peut être soumis aux conseils mixtes pour qu'ils donnent leur avis.
- Jackie Stankey, AB, indique qu'un communiqué de presse sur la façon dont l'identité numérique MyAlberta, en lien avec la prestation de services, a été élaborée par l'Alberta et qu'elle peut partager cette documentation. Elle a également proposé de partager d'autres communiqués de presse.
<https://www.alberta.ca/release.cfm?xID=81898EE8C18FA-F0ED-57F1-4A0A4D791A8F91EF>
- Peter Watkins fait remarquer que les membres EAIN ont besoin de soutien, car ils ont leur travail quotidien et déjà d'autres responsabilités pour faire avancer le dossier de l'identification numérique. Le récit commun nécessitera des concepteurs et des personnes chargées de la communication qui font partie des équipes de mise en œuvre.
- CJ Ritchie mentionne que Sophia Howse, qui est membre EAIN, recueillera le matériel que la Colombie-Britannique a élaboré. Elle suggère qu'un petit groupe de membres se réunisse pour recueillir, examiner et sélectionner le matériel qui peut être réutilisé dans l'élaboration du récit commun. Il est toutefois nécessaire de disposer d'une ressource affectée à ce travail.
- Paul Wagner, au nom du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, offre son soutien pour la collecte des documents auprès de toutes les administrations.
- Cosanna Preston, SK, exprime ses remerciements et son soutien à Peter Watkins pour tout le travail qu'il a accompli pour faire avancer les efforts en matière d'identité numérique avec les EAIN.
- Arlene Williams, N.-É., demande s'il est possible d'élargir les rôles afin de travailler avec Peter en collaboration avec les administrations pour ce qui est des communications et du soutien stratégique. En ce qui concerne le soutien stratégique, la Nouvelle-Écosse travaille actuellement à la prise de décisions politiques clés. Il serait bénéfique d'avoir le soutien d'un organisme centralisé pour aider à façonner cette prise de décisions.
- Paul Wagner mentionne qu'il serait important de penser également à une structure de rapport nationale pour certaines des questions de politique et de certification dans le cadre de ce programme d'identité numérique.
- Michael Goit déclare qu'ils doivent trouver un moyen d'appuyer ces activités d'une manière qui réponde aux besoins des administrations. Quelle est la possibilité de créer une trousse de communication?
- Paul Wagner indique que Pirth Singh a été nommé directeur administratif du cadre de confiance numérique/identité numérique au sein du gouvernement fédéral. Si les membres de ce groupe sont d'accord, Paul s'en chargera par écrit et fera rapport au CM avec l'exposé qu'ils doivent élaborer au niveau national. Il

	<p>engagera les bons membres provenant des conseils et un membre EAIN. Paul propose une ressource de communication du SCT pour travailler à l'élaboration d'un récit commun.</p> <ul style="list-style-type: none">• CJ Ritchie est heureuse d'entendre que le gouvernement fédéral dispose de ressources qui peuvent aider à appuyer l'élaboration du récit commun. Elle demande comment cette ressource de communication s'inscrirait dans le cadre du travail mené par Peter et du travail des EAIN. Le rôle de Peter a été défini par l'ISAC pour représenter toutes les administrations du Canada. Ainsi, bien que la Colombie-Britannique fournisse cette ressource, le rôle de Peter relève des conseils et de l'ISAC. Le travail de Peter et des EAIN devrait être reflété dans le récit commun, car il est représentatif d'une vision pancanadienne plutôt que d'une seule perspective juridictionnelle. Il est important de faire avancer le dossier de l'identité numérique de manière collective plutôt que de s'engager dans un débat entre le fédéral et le provincial, en reconnaissant que l'identité numérique et la confiance ont un rôle à jouer dans une perspective pancanadienne et que ce rôle chevauche d'autres éléments. Il est important que ce rôle relève des conseils de l'ISAC.• Paul Wagner répète que l'identité numérique est le travail des conseils mixtes. Il offre son soutien pour faire avancer le volet communication, car les EAIN ont indiqué qu'ils n'avaient pas de ressources pour élaborer le récit commun. Il propose de travailler avec Peter Watkins et Pirth Singh pour discuter du soutien aux communications.• Peter Watkins remercie les conseils pour leur soutien dans l'avancement de l'identité numérique et leur appui pour l'élaboration du récit commun. Le groupe EAIN poursuivra son travail pour accélérer la mise en œuvre de l'identité numérique. Lui et les EAIN vont communiquer avec l'équipe du SCT, Paul Wagner, Pirth Singh et Michael Goit, pour discuter des prochaines étapes.	UNCLASSIFIED / NON CLASSIFIED
5	<p><u>Autres points</u></p> <ul style="list-style-type: none">• Maria Luisa Willan remarque que l'analyse du partage de l'information entre le CDPISP et le CPSSP est incluse dans le classeur de la réunion. Un aperçu de l'analyse sera partagé lors des réunions du CDPISP et du CPSSP.• Le plan stratégique des conseils mixtes a été mis à jour en tenant compte de tous les résultats escomptés par les groupes de travail pour 2021.• Les membres ont été encouragés à donner leur avis au secrétariat de l'ISAC sur les points reportés de l'ordre du jour et sur toute autre question ou tout autre sujet qu'ils souhaitent aborder lors des prochaines réunions. <p>Paul Wagner remercie tout le monde pour son engagement et sa participation. La séance est levée.</p>	<p>Aucune mesure de suivi pour ce point.</p>
<div><div><h2>Présence</h2><div><div><div>COPRÉSIDENTS : Tracy Wood Paul Wagner</div><div>MEMBRES DU CDPISP : David Barr pour Liz Byrne-Zwicker Jan Bradley Kathryn Bulko Stephen Bull Hong Chung</div></div><div><div>Île-du-Prince-Édouard — CDPISP Conseil du Trésor du Canada — CDPISP</div><div>Nouveau-Brunswick ASIM O, Ville de Calgary. ASIM Canada Alberta Manitoba</div></div><div><div>Catherine Bennett Mark Burns</div><div>Mark Arsenault Sylvain Beauchamp Gail Boland Bev Dicks Dafna Carr</div></div><div><div>EDSC/Service Canada — CPSSP Yukon — CPSSP</div><div>Île-du-Prince-Édouard Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada Terre-Neuve-et-Labrador. Colombie-Britannique Ontario</div></div></div></div></div>		

Jason Doiron pour Rick Wind
 Dave Heffernan
 Jonathan Kelly
 Dave Heffernan
 Sean McLeish
 CJ Ritchie
 Harry Turnbull
 Arlene Williams pour Natasha
 Clarke

Territoires du Nord-Ouest
 Terre-Neuve-et-Labrador
 Québec
 Terre-Neuve-et-Labrador
 Yukon
 Colombie-Britannique
 ASIM Ontario
 Nouvelle-Écosse

Shelley Darlington
 Kathryn Durkin-Chudd
 Jean-Paul Fradette
 Mitch Freeman
 Mark Healy
 Roxanne Hersack
 Gillian Latham
 Michelle MacFarlane

MSDO, comté de Norfolk
 Manitoba
 Manitoba
 Anciens Combattants Canada
 Terre-Neuve-et-Labrador
 Alberta
 Nouvelle-Écosse
 Nouvelle-Écosse

Linda Maljan
 Rene Nand
 Michelle Orth
 Adriana Poveda
 Denis Poirier
 Sonya Read
 Judy Ross
 Pirth Singh

Territoires du Nord-Ouest
 MSDO, Région de Peel
 MSDO, Région de Peel
 Colombie-Britannique
 Services aux Autochtones du Canada
 Conseil du Trésor du Canada
 Nouveau-Brunswick
 Innovation, Sciences et Développement
 économique
 Alberta
 Agence du revenu du Canada

Jackie Stankey
 Silvano Tocchi

CDPISP/CPSSP/CONSEILS MIXTES — OBSERVATEURS ET PRÉSENTATEURS :

Manish Agarwal
 Darren Baden
 Carine Bigira
 Amy Bihari
 Jamila Bourgeois
 Mariana Brandao
 Glenn Brunetti
 Guillaume Charest
 Alex Coleman
 Angela Colombage
 Angela Copeland

Ontario
 Alberta
 EDSC/Service Canada
 Ontario
 EDSC/Service Canada
 Conseil du Trésor du Canada
 Ontario
 EDSC/Service Canada
 Ontario
 Manitoba
 Ontario

Kimberley Kargus
 Christine Levin
 Catherine Luelo
 Christopher MacDonald
 Betty MacLean
 Patrice Martineau
 Mary Nicholson
 Margo McCarthy
 Colin McDonald
 Trevor Milne
 Jennifer Mulligan

EDSC/Service Canada
 Ontario
 Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada

Valerie Desantis
 Rob Devries
 Krista Dewey
 Harpreet Dhillon
 Edward Dodd
 Ron Droeske
 Amy Durocher
 Gloria Er-Chua
 Cathy Evans

Ontario
 Ontario
 Nouvelle-Écosse
 Ville de Calgary, AB
 Ontario
 Agence du revenu du Canada
 Agence du revenu du Canada
 Manitoba
 Immigration, Réfugiés, Citoyenneté
 Canada.
 EDSC/Service Canada

Allison Muzyka
 Tammy O'Grady
 Adam Peters
 Philcy Philip
 Carol Prest
 Cosanna Preston
 Brian Rae
 Kristy Ready
 Mélanie Robert
 Charles Ruby
 Nataliya Rylska

Île-du-Prince-Édouard
 Statistique Canada
 Anciens Combattants Canada
 EDSC/Service Canada
 Manitoba
 EDSC/Service Canada
 Innovation, science et développement
 économique.
 EDSC/Service Canada
 Conseil du Trésor du Canada
 Île-du-Prince-Édouard
 Ontario
 Colombie-Britannique
 Saskatchewan
 Agence du revenu du Canada
 Agence du revenu du Canada
 Conseil du Trésor du Canada
 Québec
 Innovation, Sciences et Développement
 économique.
 Région de York
 Statistique Canada
 Ontario
 Manitoba

Dawn Foster
 Phil Fournier
 Kelly Fuessel
 Daniel Gautreau

Ontario
 Nouveau-Brunswick
 Saskatchewan
 Nouvelle-Écosse

Andrew Satterthwaite
 Crystal Sowards
 Louis Simos
 Anna Slavina

Michael Goit	Conseil du Trésor du Canada	Andrea St-Laurent	
Heidi Gordon	Ontario	Michael Taylor	Conseil du Trésor du Canada
Tommy Grouev	EDSC/Service Canada	Bianca Tomazeli	Ville de Montréal
Amine Haffaf	Immigration, Réfugiés, Citoyenneté Canada.	Marc Vézina	Québec
Elky Hanlon	Nouvelle-Écosse	Madalina Voina	Agence du revenu du Canada
Sophia Howse	Colombie-Britannique	Fei Zhang	Colombie-Britannique
		Peter Watkins	Responsable du programme d'identification numérique
Sheila Hubbard	Conseil du Trésor du Canada	Dan Batista	ISAC
Paul Jackson	Innovation, Sciences et Développement économique	Pavel Chernousov	Analyste de recherche, CM.
John Jordan	Colombie-Britannique.		
Michael Kalin	Immigration, Réfugiés, Citoyenneté Canada.		
Secrétariat de l'ISAC :	Maria Luisa Willan	Stefania Silisteanu	